ASSEMBLÉE NATIONALE

29 novembre 2013

PROTECTION DU SECRET DES SOURCES DES JOURNALISTES - (N° 1127)

Retiré

AMENDEMENT

N° AC9

présenté par
M. Braillard et M. Chalus

ARTICLE 2

Compléter l'alinéa 8 par les deux phrases suivantes :

« Cet acte est susceptible d'appel devant la Chambre d'Instruction compétente de la part de la personne physique ou morale mise en cause comme prévu à l'article 185 du Code de Procédure pénale. Postérieurement, il peut être porté par la personne physique ou morale concernée devant les juridictions compétentes. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à donner la possibilité à toute personne lésée par une éventuelle atteinte à la protection des sources, par le biais d'un acte d'enquête ou d'instruction, de pouvoir faire appel auprès de la juridiction compétente, la Chambre d'instruction comme prévu à l'article 185 du Code de Procédure pénale.